

Carte blanche à...

→ Hubert Bonin (1)

Marquet, histoire d'une dérive

La publication d'une biographie critique d'Adrien Marquet (2), maire de Bordeaux de 1925 à 1944, député, deux fois ministre (1934 et 1940), arrêté en 1944 et condamné à dix ans d'indignité nationale pour son rôle dans la collaboration, conduit à méditer sur le destin d'un homme politique : comment conduire une carrière ambitieuse en respectant des principes, voire des valeurs ? Comment faire les bons choix au bon moment ? La frontière est ténue entre pouvoir de discernement et erreur de jugement et de stratégie.

Ainsi Adrien Marquet, militant et élu socialiste depuis la Belle Époque et ardent défenseur du réformisme socialiste de la SFIO, se rallie, comme Marcel Déat (futur ministre de l'Air en 1936), à la majorité de centre droit des années 1934-1936. Dans le gouvernement Doumergue de « concentration républicaine », il devient ministre du Travail de février à octobre 1934. Il avait « raison », car brider la dérive d'extrême droite impliquait d'ouvrir la gauche aux classes moyennes. Mais il a eu raison « trop tôt ».

En patientant deux ans, il aurait pu entrer au gouvernement Blum et être associé à la mémoire glorieuse (en dépit d'erreurs manifestes et de l'absence de vraies réformes d'envergure) du Front populaire (1936-1938). C'est le cas d'un autre grand élu local, mais en région parisienne, Henri Sellier, adepte comme Marquet d'un « socialisme municipal » réformateur, qui a laissé le souvenir d'un grand ministre de la Santé et de l'Hygiène du Front populaire.

À partir de quand, dans sa vie, un homme politique se sent-il assez fort pour prétendre infléchir à lui seul et avec son clan (ici, autour de Marquet, les dissidents néo-socialistes) le cours de l'Histoire, en l'occurrence l'évolution de la gauche et celle du régime ?



Adrien Marquet (1885-1955). Maire de Bordeaux de 1925 à 1944, il fut frappé d'indignité nationale après la Libération PHOTO ARCHIVES « SUD OUEST »

On a vu le RPF de De Gaulle se casser les dents sur la IV^e République en 1953, et récemment le centre de François Bayrou ne conquérir que trois sièges de député. Il n'est jamais facile ni écrit à l'avance d'atteindre, à force de discernement, de patience, voire de force de conviction, la convergence entre idées justes, légitimité politique et ralliement des électeurs. Il faut sans cesse éviter de s'écarter trop vite des rythmes du changement de l'opinion, de son camp, de sa propre histoire, voire du régime.

En sautant le pas après le 6 février 1934 (NDLR : le putsch manqué des ligues d'extrême droite),

Marquet a eu raison intellectuellement mais tort politiquement : en creusant un fossé entre son clan et une SFIO enracinée dans l'histoire du pays, il est devenu un dissident de la gauche. De même, devenu ministre de l'Intérieur à Vichy de juillet à septembre 1940, il a peut-être raison de suivre le courant du « bouclier » pétainiste pour tenter l'union nationale après l'armistice.

Pourtant, il a politiquement (puis historiquement) tort : grisé par l'ambition personnelle comme Laval et Flandin, il n'a pas perçu l'enjeu de l'Histoire et l'acuité de la « trahison » des idéaux républicains pour les-

quels il avait lutté depuis son adhésion à la SFIO en 1907. En effet, il gère le transfert de l'État à Vichy, cautionnant la chute de la République; et il signe les premiers textes d'exclusion civique (contre les francs-maçons). Ensuite, il rêve plusieurs fois d'être la cheville ouvrière d'une utopique démocratisation du régime par des manœuvres avec des politiciens et même des chefs allemands à Paris, prouvant qu'il place ce qu'il croit être sa carrière au sein de l'Europe allemande (donc nazie).

Comment expliquer que Marquet ait ainsi « disjoncté » ? On peut prétendre qu'il a été grisé par sa réputation de « grand édile » d'une grande ville de province. C'était le mythe du « bon maire Marquet », consensuel, réformateur, capable de rallier « les petits », les classes moyennes et même quelques grands bourgeois des Chartrons et de la Roussele, et rêvant de faire de même à l'échelle nationale. Le livre rappelle que, pour son « retour » à l'élection municipale de 1953, sa liste obtient un tiers des sièges, autant que la gauche et que les chabanistes ! D'étonnantes photos de ses funérailles, en 1955, montrent la présence de gens de tous bords, y compris des socialistes et des antivichystes ! Rétabli dans ses droits civiques, Marquet est alors sorti de l'Histoire quasiment « blanchi » et a ensuite bénéficié du genre de tabous dont Bordeaux a toujours été friande à propos de passés ambigus.

Un homme politique se doit de faire le « choix juste », au nom de valeurs, d'une fidélité idéologique et humaine. Cette biographie critique permet de réfléchir sur l'ambition, les risques de dérive, de griserie, mais tout autant, in fine, sur la solitude de l'homme politique au moment du choix. Tant il est vrai que le discernement doit s'appuyer avant tout sur une « conscience » politique et morale.

→ (1) Hubert Bonin est professeur d'histoire à Sciences Po Bordeaux et au Gretha (université de Bordeaux IV Montesquieu).

→ (2) « Adrien Marquet. Les dérives d'une ambition. Bordeaux, Paris, Vichy (1924-1955) », par Hubert Bonin, Bernard Lachaise et Françoise Taliano-des Garets (Éditions Confluences, 384 p., 24 €).

Revue de presse

Au Pakistan, les jours de Musharraf sont comptés

Le général-président vient d'empêcher le retour au pays de Nawaz Sharif, qu'il avait déposé en 1999. Mais il va sans doute devoir partager le pouvoir avec une autre exilée, Benazir Bhutto

À lire sur Internet

La presse étrangère est à consulter sur theworldpress.com ou sur courrierinternational.fr

Friday Times
(PAKISTAN)

« Les jours du président Musharraf sont manifestement comptés », estime le quotidien de Lahore. « Les détails de l'accord de partage du pouvoir qu'il est en train de conclure avec l'ancien Premier ministre Benazir Bhutto ne sont pas connus mais on imagine mal un schéma dans lequel il garderait les prérogatives qu'il détient depuis qu'il a renversé Nawaz Sharif il y a huit ans. Mais quelles que soient les clauses, elles ne ramèneront pas la démocratie et ne mettront pas fin à l'influence de l'armée. Au contraire, les militaires et les services de renseignement sont assurés de garder un rôle prééminent sur les questions de sécurité, même si des civils reviennent ostensiblement au pouvoir. Et ceci est le plus inquiétant pour la santé à long terme de la démocratie au Pakistan. »

The Daily Telegraph
LONDRES

« L'ex-Premier ministre Nawaz Sharif n'avait pas sa place dans la guerre contre le terrorisme ni l'avenir du Pakistan tels que les imagine Washington », estime le quotidien. « Sharif est jugé imprévisible et trop proche des fondamentalistes. Bush préférerait sauver Musharraf en faisant appel à un autre ex-Premier ministre exilé depuis dix ans, Benazir Bhutto. Car l'Occident a toujours rêvé d'unir Musharraf et Bhutto dans un mariage de raison où l'un combattrait les terroristes, l'autre défendrait la démocratie. Cela prolongerait la vie d'un régime militaire agonisant jusqu'à ce qu'on mette la main sur Ben Laden dans les zones tribales. Hélas, ce pays est au bord du naufrage et la cote de Bhutto s'est effondrée. Plus son action semble faire partie du plan de Bush, plus la population se méfie d'elle. »

The Nation
(PAKISTAN)

Le quotidien cite un ancien ambassadeur, Javid Husain, qui dénonce les contradictions de Musharraf : « D'un côté, il dit soutenir les forces modérées aux élections en affirmant que les forces extrémistes devaient être vaincues quel qu'en soit le prix. Mais de l'autre, depuis son accession au pouvoir, il applique des politiques qui marginalisent les deux grands partis modérés que sont le Pakistan Peoples Party (PPP) de Benazir Bhutto et la Pakistan Muslim League (PML) de Nawaz Sharif. Il n'est pas surprenant que les extrémistes se soient renforcés. La meilleure solution serait une refonte radicale du système politique actuel pour mettre en place un gouvernement fédéral, civil et indépendant, une véritable démocratie représentative et le retour de l'armée dans les casernes. »

SUD OUEST Dimanche

« Les faits sont sacrés, les commentaires sont libres »

S.A. DE PRESSE ET D'ÉDITION DU SUD-OUEST au capital de 268 400 €
8, rue de Cheverus, 33094 Bordeaux Cedex.
Téléphone : 05.56.00.33.33.

Principaux associés : GSO.SA, SIRP, Société civile des journalistes, Société des cadres.

1944-1968
Jacques Lemoine, fondateur.
1968-2001
Jean-François Lemoine.

Présidente d'honneur : M^{me} E.-J. Lemoine.

Conseil de surveillance : Hubert de Caslou, président

Président du Directoire, Directeur de la publication : Jean-Claude Bonnaud

Directeur de l'information : Patrick Venries.

Rédacteur en chef : Yves Harté.

N° commission paritaire : 0410 C 86478.

Imprimé par SAPESO. Tirage du dimanche 9 septembre 2007 : 352 430 exemplaires.

SUD-OUEST PUBLICITE
16, rue Margaux, 33000 Bordeaux
Tél. 05.56.00.35.88
Fax 05.56.00.34.95

Régies extra-locales
● Publicité :
COM > QUOTIDIENS
Tél. 01.55.38.21.00
Fax 01.55.38.21.23
● Annonces classées extra-locales :
ESPACE REGIONS
19/21, rue Saint-Denis
92513 Boulogne-Billancourt Cedex
Tél. 01.55.38.21.70
Fax 01.55.38.21.81

Prix : 1,60 €
(dont 2,10 % de TVA)
ABONNEMENT
3 mois : 20 €
6 mois : 40 €
12 mois 78 €